



Madame La présidente

Il y a sept jours exactement était la journée internationale de la santé et sécurité au travail

Un constat lucide s'impose : Les agents.es de la collectivité continuent de payer le prix des restructurations permanentes, du manque d'effectifs et d'une intensification du travail devenue structurelle.

Derrière les indicateurs, il y a une réalité quotidienne faite d'usure et d'érosion professionnelles, de perte de sens et de dégradation des collectifs de travail.

Le programme prévention des risques professionnels a posé des intentions, mais sans moyens contraignants, ni financement à la hauteur autour des axes qu'il contient.

Nous constatons que la "pénuries" de médecin de prévention persiste, que la formation spécialisée manque encore de leviers réels et que la prévention primaire reste trop souvent un affichage.

Il ne s'agit pas seulement de constater les dégâts mais de transformer l'organisation du travail pour protéger les agent.es

La question de la santé au travail est aussi une question d'égalité. Les métiers les plus exposés aux contraintes physiques et psychiques, restauration collective, entretien – sont largement féminisés.

Les femmes sont donc particulièrement touchées par les troubles musculosquelettiques, l'épuisement professionnel et la précarité statutaire.

La formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail, doit devenir un véritable lieu d'analyse du travail réel et de construction de réponses collectives.

Améliorer la santé au travail, ce n'est pas accompagner la dégradation : c'est transformer les politiques managériales qui fragilisent les agents.es et les services publics.

La CGT du conseil régional refuse qu'un futur plan se limite à une nouvelle feuille de route sans portée opérationnelle.

Nous demandons des engagements chiffrés en matière de moyens de prévention

Une action réelle sur l'organisation du travail, et pas seulement sur l'adaptation des agents.es

Le renforcement des droits d'intervention des représentants du personnel

Un dialogue social renforcé sur le sujet de la santé et de la sécurité

Nous vous remercions de votre écoute

Les élus.es F3SCT de la CGT



